

france3-regions.franceinfo.fr

Budget Lecornu 2 : les cinq infos qu'il faut retenir du discours de politique générale du Premier ministre

Dominique Durand

5-7 minutes

Le projet de budget 2026 présenté mardi 14 octobre 2025 devant l'Assemblée Nationale prévoit un effort budgétaire important. Sébastien Lecornu espère avec la suspension de la réforme des retraites obtenir la neutralité du groupe socialiste et éviter la censure de son gouvernement.

Le Premier ministre Sébastien Lecornu a tenu mardi 14 octobre son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale. Il a présenté un budget pour 2026 qui vise à ramener le déficit public à 4,7 % grâce à un effort de 30 milliards d'euros d'économies.

Dans son programme concocté pour tenter d'endiguer la crise politique, il s'est résolu à suspendre la tant décriée réforme des retraites jusqu'en 2027, et a promis un geste envers les PME tout en promettant que les grandes fortunes et les grandes entreprises feront un effort. Par ailleurs, certaines mesures d'austérité demeurent, comme le gel des retraites et des prestations sociales, 7 milliards d'économie dans la santé et 3 000 postes de fonctionnaires en moins.

Suspension de la réforme des retraites

Afin de "rétablir la confiance et apaiser le pays", le premier ministre a consenti à suspendre la réforme des retraites jusqu'en 2028. Le PS avait posé cette condition pour ne pas censurer de facto de gouvernement. "Aucun relèvement de l'âge n'interviendra à partir de maintenant jusqu'à janvier 2028 ; comme l'avait précisément demandé la CFDT", a-t-il précisé devant les députés.

Sébastien Lecornu promet aussi "une Conférence travail et retraite" l'année prochaine. Une mesure considérée par une grande partie de l'opposition comme une manœuvre politique.

Gel massif des retraites et des prestations sociales

Les retraités perdent leur abattement de 10 % remplacé par une déduction forfaitaire de 2 000 euros. La mesure doit engendrer une baisse de l'impôt sur le revenu de certains retraités, mais elle augmentera celui des plus aisés.

En plus des retraites, les salaires des fonctionnaires et les prestations sociales (RSA, AAH...) ne seront pas indexés sur l'inflation, et n'augmenteront pas en conséquence des prix. Les APL seront gelées et supprimées pour les étudiants étrangers hors UE, non boursiers.

Il n'y a pas de compromission mais il y a des compromis, et donc il va falloir les bâtir
Sébastien Lecornu, premier ministre

Coupes dans la santé, le sport, pas dans l'éducation

Des milliards d'économies d'euros sont prévues sur les arrêts maladie, les médicaments et dispositifs médicaux. Le plafond des franchises médicales annuelles payées par un assuré pourrait ainsi doubler, passer de 50 à 100 €.

L'opposition estime qu'elle frappe les ménages modestes et qu'elle risque d'augmenter le renoncement aux soins.

Le budget de l'éducation nationale affiche quant à lui une petite hausse dans le projet de loi de Finances 2026. Une augmentation que les syndicats jugent tout insuffisante pour couvrir les revalorisations de salaires notamment.

Le projet de budget prévoit aussi une baisse de 17 % des crédits du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative. Cela concerne surtout la suppression du service national universel (SNU), mais le sport en lui-même voit ses crédits passer de 593 à 554 millions d'euros, soit un recul d'environ 6,5 %. C'est peu ou prou la cure d'austérité prévue par François Bayrou.

Renoncement au 49.3

Il l'avait déjà promis lors de sa première nomination, le Premier ministre a confirmé qu'il renonçait à l'article 49.3 pour adopter ses textes. Cet article permet l'adoption sans passer par un vote.

"C'est la garantie pour l'Assemblée nationale que le débat notamment budgétaire, mais pas seulement, dans tous les domaines, que le débat vivra, ira jusqu'au bout, jusqu'au vote. Le Parlement aura le dernier mot, c'est sa responsabilité. Cela paraît de bon sens, c'est pourtant presque une révolution", a-t-il expliqué. Une manière d'amadouer l'opposition pour éviter la censure.

Fiscalité pour les plus riches

"La fiscalité des très grandes fortunes a pu interpellier", a noté Sébastien Lecornu, évoquant sans le dire le débat sur la taxe Zucman, réclamée par la frange gauche de l'hémicycle depuis la rentrée. Cet après-midi, le Normand a proposé la création d'une *"contribution exceptionnelle des grandes fortunes"*, sans toutefois que le *"patrimoine professionnel soit touché"*.

Il prévoit ainsi une surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises mais réduites de moitié par rapport au budget de cette année, ainsi qu'une contribution plancher de 20 % pour les plus hauts revenus et taxe sur les holdings patrimoniales.

Par ailleurs, il est prévu dans ce budget que 23 niches fiscales jugées "obsolètes ou inefficaces" soient supprimées parmi les 474 existantes. Parmi elles, l'exemption d'impôt sur les indemnités journalières pour affection de longue durée ou la réduction d'impôt pour frais de scolarité dans le secondaire et supérieur. La mesure permettrait selon Sébastien Lecornu d'économiser environ 5 milliards d'euros.

Ce budget évitera-t-il au gouvernement Lecornu 2 d'être censuré ? Réponse dans les jours qui viennent.